MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

M. Jean-Yves Le Drian,

Ministre de la défense

LA STRATEGIE DE DEFENSE FRANÇAISE A UN TOURNANT

Leçon inaugurale

de la Chaire « Grands enjeux stratégiques »

Université Panthéon-Sorbonne, le 18 janvier 2016

– Seul le prononcé fait foi –

[longueur prévue : 1 heure]

Monsieur le Président, cher Philippe BOUTRY,
Monsieur le Secrétaire général, et directeur de la Chaire, cher Louis GAUTIER,
Mesdames et Messieurs,
Chers étudiants,

C'est pour moi un plaisir et un honneur d'avoir été invité à prononcer la leçon inaugurale de la Chaire « Grands enjeux stratégiques contemporains », pour le cycle de l'année 2016, et je dois dire que je suis très heureux d'être avec vous ce soir.

Je le suis d'autant plus que l'université Paris-1 est l'un des grands partenaires académiques du ministère de la Défense. De nombreux liens nous unissent. Et je sais qu'un nouveau partenariat vient d'être conclu avec l'enseignement militaire supérieur, pour créer, à l'Ecole militaire, un poste de maître de conférences en histoire, et offrir, aux officiers-élèves, la possibilité de faire un doctorat en formation continue. Ce sont là deux très belles initiatives. Je ne doute pas que d'autres suivront dans les prochains mois et je fais pleine confiance à la DGRIS pour œuvrer en ce sens. Je voudrais profiter de cette occasion pour saluer le président Philippe BOUTRY qui nous accueille ce soir. Je n'ose pas dire que je suis historien comme lui, car mon parcours, au moment de la thèse, m'a mené vers d'autres chemins que ceux qu'il a suivis avec plus de persévérance ! Je veux en tout cas le remercier, avec ses équipes, pour leur action au profit du

rapprochement entre le monde universitaire et celui de la défense. Ce dialogue entre nous est plus important que jamais.

Je veux également exprimer ma gratitude à Louis GAUTIER, qui a joué un rôle pionnier dans ce dialogue, et continue de le faire en animant cette Chaire, à côté de ses fonctions de SGDSN. Le programme de cette année, avec Hubert VEDRINE dès la semaine prochaine, et plusieurs grands noms de la recherche stratégique, s'annonce tout à fait passionnant.

*

Dans le domaine stratégique, je pense que la France est à un tournant, et c'est l'analyse que je voudrais partager avec vous ce soir.

On est tenté de dire qu'une première période qui s'était ouverte avec la fin de la guerre froide vient de se refermer.

C'est en tout cas en prenant pleinement la mesure, à la fois de la nature des menaces qui pèsent sur notre pays, et des évolutions majeures qui transforment le monde sous nos yeux, que nous pourrons y faire face, préparer l'avenir, et permettre ainsi à la France de conserver la place qui doit être la sienne.

I. <u>Des menaces majeures</u>

Je commencerai par les menaces.

Le Président de la République a rappelé que la France avait un seul ennemi au Moyen Orient, *Daech*. Pour autant, nous ne devons pas perdre de vue les autres facteurs de rupture qui menacent potentiellement la sécurité de l'Europe, à court terme comme dans la durée. C'est pourquoi, après Daech et l'irruption du terrorisme militarisé, je parlerai également de la Russie, mais aussi d'un danger plus abstrait et trop souvent sous-estimé, la diffusion des capacités militaires avancées.

1er tournant : l'irruption du terrorisme militarisé

Au cours de l'année 2015, les Français ont, dans leur immense majorité, compris qu'ils avaient un ennemi, malgré eux. Cet ennemi, ce sont bien entendu les groupes terroristes d'inspiration djihadiste, qui nous attaquent, non pas pour ce que nous faisons comme d'aucuns le laissent croire, mais bien pour ce que nous sommes, et plus simplement aussi parce qu'ils ne peuvent, eux, exister sans se désigner sans cesse des ennemis : les « croisés », les Juifs, les chiites, les apostats, les hérétiques…

Le terrorisme qu'incarne *Daech* et ses émules au Moyen Orient, et d'autres mouvements peut-être demain, a profondément changé. Ce

terrorisme nouveau se caractérise d'abord par une virulence idéologique sans équivalent, du moins dans notre histoire récente.

Virulence idéologique

L'idéologie djihadiste prend bien entendu racine dans un **terreau religieux, politique et socioéconomique favorable**. Ce n'est ainsi pas un hasard si *Daech* a émergé entre l'Irak sunnite marginalisé par le gouvernement chiite de M. Maliki, et la Syrie sunnite, majoritaire celle-là, mais martyrisée par le régime Assad.

Ce poison est activement répandu par la machine de propagande de *Daech*, qui fonctionne 24h/24 et 7j/7, en arabe, en anglais, en français, ou encore en russe. Propagande qui produit textes et vidéos tous les jours, se diffuse via Internet et les réseaux sociaux, qu'on élimine régulièrement de la Toile mais qui se reconstitue tout aussi vite. Cette propagande produit en moyenne 15 fois plus de contenus en français que l'administration française ne parvient à en faire pour mettre à nu le message djihadiste. Et ces contenus se diffusent dans le monde entier, en Europe en particulier.

La diffusion de l'idéologie radicale intervient de multiples manières, y compris en France : lieux de sociabilité, programmes télévisés venus d'ailleurs, mais **la virulence idéologique du phénomène djihadiste a été démultipliée par Internet** et les réseaux sociaux. C'est cela qui

produit directement de la radicalisation au sein de notre jeunesse. Même lorsque les premières dérives ont lieu au sein d'un groupe d'amis ou d'une famille, ces réseaux permettent de prendre des contacts, d'organiser un voyage, de trouver des méthodes – bref, ils accélèrent des processus plus lents et expliquent un phénomène de radicalisation en masse et de la banalisation du passage à l'acte violent, notamment parce qu'ils permettent l'accès sans limitation à des contenus ultra-violents, que *Daech* s'évertue d'ailleurs à produire et à diffuser, en reprenant les codes graphiques auxquels sont habitués nos jeunes, ceux des blockbusters ou des jeux vidéo.

Des modes d'actions militaires

Deuxième caractéristique de *Daech* : nous avons affaire à un ennemi extrêmement violent, barbare, mais également très organisé, qui planifie froidement. *Daech* théorise l'utilisation tactique de la sauvagerie. Il dispose de modes d'actions et de capacités militaires significatives – c'est pourquoi nous avons parlé, avec le Président de la République, « d'armée terroriste ». En outre, son ancrage territorial, ses ressources et son projet totalitaire lui confèrent des capacités de nuisance équivalentes à celle d'un Etat. Ces caractéristiques sont celles de *Daech* en Irak et en Syrie, qui peut compter sur 30 000 à 40 000 combattants, dont certains très aguerris, et de nombreuses armes lourdes. Mais c'est également vrai, dans une mesure moindre, de plusieurs capacités djihadistes hors du territoire moyen-oriental.

Qu'il s'agisse de l'entraînement reçu, des armes de guerre utilisées, y compris des armes chimiques, ou des procédures de planification et de commandement de l'ennemi, **nous sommes ainsi confrontés sur notre sol à de véritables commandos terroristes**. Et comme l'attaque du 13 novembre l'a tragiquement montré, ils ne viennent pas prendre des otages, ou négocier quelque chose ; ils recherchent délibérément le plus grand carnage possible. **L'irruption d'un terrorisme purement destructif dans ses buts, et militarisé dans ses moyens, comme le caractère constant de la menace : voilà la rupture majeure à laquelle nous sommes confrontés**. Au passage, c'est l'intensité proprement militaire de cette menace qui justifie le déploiement permanent de 7 000 militaires sur le territoire national, pouvant monter, comme c'est le cas actuellement, jusqu'à 10 000, dans le cadre de l'opération *Sentinelle*.

Diffusion globale

La **troisième caractéristique** de *Daech*, c'est bien entendu la **diffusion mondiale du phénomène**. On savait depuis Al Qaïda que le terrorisme d'inspiration djihadiste était susceptible de recruter et de frapper pratiquement n'importe où, avec des opérations inspirées et parfois montées depuis les repaires de l'organisation. On découvre avec *Daech* un mouvement suffisamment riche et attractif pour susciter non seulement les ralliements individuels, mais encore les **affiliations collectives** de mouvements nationaux ou régionaux aussi

divers que Boko Haram au Nigéria, ou Ansar Beit Al-Makdis dans le Sinaï. De la région « AfPak » à l'Afrique, en passant par le Golfe et le Levant, **« l'arc de crise» identifié il y a presque 15 ans ne s'est pas résorbé. Au contraire, il touche désormais l'Europe et le territoire national, et aussi l'Asie**. La mondialisation du terrorisme djihadiste n'est donc pas uniquement informationnelle. Elle engendre des métastases, qui menacent directement la vie de nos ressortissants, et parfois la stabilité de certains Etats comme le Liban ou la Tunisie, et même de sous-régions entières comme l'ensemble Libye-Tunisie ou la région du Lac Tchad.

Voilà donc le 1er tournant. Al Qaïda, *Daech* et leurs affiliés représentent une **menace grave, une menace répandue, une menace durable**. Même si la coalition réduit le pseudo-Etat islamique au Levant, comme nous sommes en train de le faire, non sans difficultés mais avec beaucoup de détermination, il ne fait guère de doute qu'une nouvelle tête de l'hydre djihadiste puisse repousser après ailleurs.

2ème tournant : la sécurité en Europe

Pour autant, on aurait tort de penser que le djihadisme est le seul phénomène susceptible d'engendrer des risques sérieux pour notre pays. Le contexte stratégique de l'Union européenne a changé. A l'Est, en Ukraine, une tension géopolitique grave est née de la violation des principes du droit international et de l'intégrité

territoriale ; au Sud, l'instabilité et les flux massifs de réfugiés, sont principalement l'effet de conflits, de violations des droits de l'Homme et de l'absence de développement socioéconomique. **L'Europe est donc elle-même à un tournant**, doublement ébranlée par la crise des réfugiés comme par la remise en cause des frontières et des principes qui ont régi sa sécurité depuis bien plus de 25 ans.

Crise des frontières

Il est clair que l'afflux de demandeurs d'asile provoqué par l'instabilité croissante aux frontières de l'Europe, mais aussi les actes terroristes commis sur son territoire, ou encore la multiplication des menaces globales, nourrissent, chez les citoyens européens, la demande que leurs Etats assurent leur obligation essentielle, assurer la sécurité, la stabilité et la préservation de leurs modes de vie. L'année 2015 a ainsi été celle du retour des murs et des barbelés, mettant en lumière l'insuffisance de notre dispositif de contrôle de nos frontières extérieures, de la coopération avec nos partenaires et donc globalement une insuffisance des instruments de l'espace Schengen. **Les pays européens en sont venus, les uns après les autres, en plus dans le désordre, à rétablir les frontières nationales et à mettre entre parenthèses la belle idée d'un espace européen à la fois uni et ouvert**.

Les tensions avec la Russie

L'Europe est également ébranlée en sens inverse, en quelque sorte, par l'effacement par la force de frontières pourtant agréées en commun. En annexant illégalement la Crimée, en soutenant militairement les rebelles du Donbass, c'est un fait que la Russie a remis en cause non seulement la souveraineté de l'Ukraine, et donc son intégrité mais aussi les fondements de l'ordre de sécurité sur tout le continent. Les militaires russes ont par exemple développé un modèle dangereux, ce qu'ils appellent les « opérations non linéaires », explicitement mis en application en Crimée, qui consiste entre autres à effacer la distinction entre temps de paix, temps de crise et temps de guerre.

Plus généralement, l'attitude de la Russie ne peut laisser la France indifférente. D'un côté, je note avec satisfaction la participation russe au processus de négociation de Minsk et les offres de coopération contre *Daech* au Levant – je me suis d'ailleurs rendu à Moscou il y a peu de jours, pour explorer des pistes de coordination avec mon homologue russe et l'inciter à une action résolue contre Daech, qui est notre ennemi commun. De l'autre, c'est avec inquiétude que je constate que la méfiance traditionnelle de la Russie à l'égard de l'OTAN comme parfois de l'Union européenne s'est muée depuis deux ans en une forme d'hostilité déclarée.

La France continue naturellement d'appeler au dialogue avec la Russie. Elle montre la voie en ce sens. Cependant, **nous ne pouvons**

pas négliger le retour en Europe des « menaces de la force », autrement dit la posture ambiguë d'une grande puissance nucléaire qui se réarme significativement.

3e tournant : la fin de la domination techno-militaire sans partage de l'Occident

Je voudrais, pour terminer ce rapide tour d'horizon des dangers, évoquer une **menace** certes plus diffuse, mais qui n'en est pas moins prégnante aujourd'hui, et qui sera certainement **structurante demain**. Le **tournant technologique et stratégique que nous vivons** marque sans doute la **fin de la domination militaire occidentale sans partage que nous avons connue depuis 1991**. Cette année-là avait été marquée par deux événements en miroir : la guerre du Golfe, qui consacrait le retour des opérations militaires décisives et l'avantage écrasant des Occidentaux emmenés par les Américains ; et la désintégration de l'URSS, c'est-à-dire la disparition d'un rival de rang équivalent. Depuis lors, nous avons toujours été engagées dans des opérations « asymétriques », c'est-à-dire caractérisées par un net avantage technologique et militaire du côté occidental. Avantage contrebalancé, il est vrai, par la détermination souvent plus grande de nos adversaires militairement plus faibles. A mon sens, cette longue parenthèse est en train de se fermer.

Rattrapage conventionnel et diffusion des capacités avancées

Permettez-moi de faire ici quelques constats simples dans le domaine conventionnel. Au niveau tactique, nombreux sont les acteurs, y compris non étatiques, capables d'utiliser des technologies dites « nivelantes », ce qui signifie pas nécessairement perfectionnées, mais suffisamment efficaces pour **mettre en question, remettre en cause, l'avantage technologique occidental**. Les **IED** (engins explosifs improvisés), tristement célèbres depuis l'Afghanistan mais qui se sont répandus sur d'autres théâtres, illustrent bien ce point.

Au-delà de ces capacités « nivelantes », j'observe également une **diffusion, beaucoup plus rapide qu'autrefois, des capacités avancées**. Plus d'une vingtaine de pays possèdent ou sont en train de développer des missiles de croisière – en 1991, les Etats-Unis étaient les seuls. Il en va de même pour les missiles balistiques. Ces derniers ont été, pendant longtemps, l'apanage des seules puissances nucléaires ; aujourd'hui, même les rebelles Houthis au Yémen peuvent les mettre en œuvre. Dans le domaine de ce qu'on appelle le « C4-ISR », l'avance occidentale demeure considérable. Et cependant, de plus en plus de pays et même de proto-Etats savent élaborer des réseaux informatiques sophistiqués, utiliser des mini-drones *low-cost*, achetés par exemple en Chine, à des fins d'observation, ou même guider des munitions à partir de technologies commerciales. Comme chacun peut l'observer avec les derniers modèles de téléphone portable, il n'est plus nécessaire de disposer de connaissances

poussées, ou d'une lourde infrastructure de soutien, pour bénéficier d'une puissance de calcul et de possibilités multimédias qui, hier encore, étaient inimaginables sur le terrain. Il en va de même pour les groupes et les Etats qui veulent s'équiper : ils peuvent désormais, sans industrie nationale, acquérir presque tout le spectre des capacités militaires, en passant par quelques Etats fournisseurs bien connus pour leurs capacités de haut de spectre, et ayant recours au marché privé pour le reste, y compris les armes lourdes « rustiques » comme l'artillerie. On peut également louer de l'expertise militaire auprès de sociétés militaires privées, pour former ses soldats voire pour mettre en œuvre les matériels.

Le déni d'accès

Je voudrais vous donner un exemple qui me semble particulièrement préoccupant, car il se vérifie dès aujourd'hui et pourrait se répandre plus encore demain, sur des théâtres où notre liberté d'action est aujourd'hui incontestée. Il s'agit de la **posture militaire dite de « déni d'accès »**, c'est-à-dire l'utilisation d'une combinaison de moyens défensifs et offensifs visant à interdire l'accès à une zone ou le mouvement à l'intérieur de celle-ci. Imaginez des bulles antiaériennes et antinavires et dont l'étendue ne cesse de s'allonger au fur et à mesure que s'accroît la portée de ces systèmes (on parle de 200 à 350 km pour l'antiaérien). Ainsi, la Russie dans la Baltique et la Chine dans la mer qui porte son nom, déploient et mettent en réseau

des systèmes très sophistiqués, afin de rendre prohibitif le coût d'un éventuel déploiement occidental en cas de crise – prohibitif au point de dissuader les puissances extérieures d'intervenir dans la région est-il en tout cas espéré. Or, les capacités qui rendent possible de telles stratégies, et d'ailleurs les postures elles-mêmes, commencent à se diffuser – j'en veux pour preuve la prolifération des systèmes antinavires et antiaériens avancés, russes et chinois. Aujourd'hui en Baltique, en mer Noire ou en mer de Chine, demain peut-être dans tout le Golfe ou même en Méditerranée, il va devenir de plus en plus difficile de se déployer et donc d'opérer.

La banalisation des ADM

Le même phénomène de diffusion est malheureusement à l'œuvre dans le domaine non conventionnel. Je pense naturellement au dernier essai nucléaire nord-coréen, qui illustre que la possession d'armes nucléaires, même peu avancées et peu nombreuses, permet de conduire dans la durée une stratégie de chantage à l'égard de la communauté internationale. Je pense plus généralement au **danger que représenterait une banalisation des armes de destruction massive, les ADM**. Nous n'y sommes pas encore, mais nous nous en rapprochons, puisque le régime de Damas a pu impunément utiliser des armes chimiques, imité aujourd'hui par *Daech*.

Bref, en tendance, les capacités d'agression et de destruction d'acteurs de second et même de troisième rang, y compris infra-étatiques, vont en augmentant, qu'il s'agisse de systèmes sophistiqués et ciblés ou de moyens non discriminants.

Le cyber

Je veux enfin, pour achever ce tour des menaces auxquelles nous sommes confrontés, évoquer la menace cybernétique.

Souvent, elle provient de groupes d'activistes non étatiques, dont les liens éventuels avec un Etat sont parfois difficiles à établir. Toutefois, les plus performants d'entre eux agissent rarement sans une forme de soutien étatique. Pour les grandes puissances comme pour les acteurs non étatiques, le cyber constitue désormais une « 5e dimension » (avec les milieux terrestre, maritime et aérien, et l'espace exo-atmosphérique). Nous devons donc, et c'est une de mes préoccupations majeures, c**onsidérer le cyberespace comme un espace de confrontation à part entière**, dans lequel sont conduites des opérations cyber, souvent combinées avec des interventions dans les autres milieux. Les dommages potentiels d'une attaque cyber sont colossaux comme en témoigne le cas récent, pour la première fois, de paralysie d'une centrale électrique ukrainienne ou celui, plus ancien, plus connu, d'action contre le programme nucléaire iranien. Les moyens conventionnels à utiliser pour atteindre le même résultat

auraient été considérables. Et le cyber permet en outre un plus grand anonymat. C'est donc une menace majeure d'aujourd'hui et de demain, un milieu à part entière. C'est bien la perspective du ministère dont j'ai la charge, sachant que le défi pour les armées est de réussir non seulement à combattre dans ce nouvel espace, mais aussi et en même temps d'intégrer le combat numérique dans les opérations conventionnelles dans le cadre d'une manœuvre intégrée. Et, sur le territoire national, la cyberdéfense s'ajoute depuis peu aux postures de défense terrestre, maritime et aérienne.

L'intensité de la menace djihadiste, autant que la montée de périls et de risques distincts mais concomitants, indiquent assez que la première période de l'après-guerre froide est derrière nous. De même, les analyses un peu faciles de l'époque, qui diluaient défense et guerre dans une conception molle de la sécurité. Je le répète donc, **la France est à mon sens à un tournant stratégique**, ce que les services de la Défense savent depuis quelque temps, et ce que plus un Français ne doit ignorer depuis l'ignoble agression du 13 novembre 2015.

II. Notre environnement large

Si maintenant nous dépassons les seules questions de défense, pour considérer plus généralement le monde comme il va, il faut, là encore, constater que **le système international lui-même est à un tournant**, qu'il connaît des évolutions aussi rapides que profondes, mais que

malheureusement l'Europe n'a pas su s'organiser et s'unir suffisamment en retour.

Un environnement bouleversé

Je prendrai trois exemples de cet environnement bouleversé : le Moyen-Orient, les « émergents » et l'Occident.

Le Moyen-Orient en péril

Depuis des décennies, le Moyen-Orient nous a malheureusement habitués aux crises. Certains, d'ailleurs, en ont cyniquement pris leur parti. Je crois qu'il faut dire d'emblée que **c'est désormais tout le Moyen-Orient qui est en crise et peut-être en péril** : chaos durable ou embrasement plus général, les hypothèses les plus noires, si elles demeurent improbables, ne peuvent plus, désormais, être complètement écartées. On compte en effet quatre Etats en situation de guerre civile : l'Irak, la Syrie, le Yémen, à quoi j'ajoute la Libye. Il faut également prendre en compte les tensions qui travaillent le Liban, la Jordanie, Bahreïn, l'Egypte ou la Tunisie, pour des raisons à la fois internes ou pour des raisons de voisinage immédiat de zones de guerre. S'y déploient notamment la poussée de l'extrémisme et du terrorisme djihadiste, les tensions interconfessionnelles, en particulier sunnites-chiites, et à un autre niveau la rivalité entre l'Arabie saoudite, leader du monde arabe et sunnite, et l'Iran perse et chiite. Et l'ombre

portée d'un conflit entre Israéliens et Palestiniens où, dans les faits, la perspective de solution à deux Etats semble s'éloigner chaque jour.

Se surajoutent par ailleurs des facteurs plus structurels, comme le boom démographique de la région et, en sens inverse, sa relative stagnation économique ; enfin les frustrations politiques qui s'accumulent en l'absence de démocratie et parce que les droits fondamentaux des individus sont trop souvent bafoués. Tout cela crée une situation de crise majeure.

Chacun connaît la formule du général de Gaulle, dont on retient aujourd'hui qu'il vaut mieux éviter d'aborder « l'Orient compliqué » avec des « idées simples ». Permettez-moi tout de même d'en partager trois avec vous, fruit de mon expérience et notamment de mes nombreuses rencontres dans la région :

- **1ère idée** : les déchirements du Moyen-Orient, sans doute ne sont pas les nôtres, mais ils nous touchent de très près, et l'illusion selon laquelle une politique d'isolement nous permettrait d'échapper à notre géographie, à notre histoire et aux liens humains, matériels et immatériels qui nous unissent à cette région ne serait qu'illusion. A court terme, on peut, peut-être, parvenir à moins s'exposer, mais la crise des réfugiés, comme la mondialisation du terrorisme djihadiste ont montré l'inanité d'un

quelconque « repli protecteur ». Cette leçon devrait être entendue partout en Europe.

- **2ème idée** : nous devons nous impliquer avec prudence et modestie, en soutenant nos partenaires de sécurité régionaux, et en favorisant systématiquement les réponses et les acteurs locaux, si imparfaits qu'ils soient parfois, et si tentante que paraisse l'idée d'un « plan » imposé de l'extérieur par l'entente des grandes puissances. Après 15 ans en Afghanistan, nous devrions savoir qu'on ne construit rien de durable sans l'aval et la participation active des sociétés locales. Nos militaires et diplomates créent les conditions permettant d'éteindre le conflit ouvert et d'en revenir à des oppositions politiques – mais ils ne peuvent pas tout.

- **3e idée à laquelle je crois** : nous devons agir en faisant preuve de **« patience stratégique »**. Cela veut dire trouver un juste milieu entre l'inertie naturelle des machines administratives (nationales et internationales) et l'impatience bien légitime des opinions publiques. « Patience stratégique » : en l'occurrence, l'adjectif importe autant que le substantif, car il s'agit bien d'**établir une stratégie dans la durée**, d'anticiper d'éventuels réactions adverses ou des développements négatifs. Pour le dire autrement, nous n'allons pas « résoudre » les problèmes de la région, mais nous pouvons aider à les circonscrire et ainsi

permettre aux acteurs locaux de progressivement les résorber. Telle est ma conviction profonde.

J'y insiste, parce que ce à quoi nous assistons aujourd'hui au Moyen-Orient, c'est une tentative systématique de destruction des Etats. Au Liban, certains groupes armés sapent l'autorité d'un gouvernement affaibli, tandis que la vacance présidentielle accroît de jour en jour la paralysie du système institutionnel. En Irak, les milices confessionnelles concurrences les forces de sécurité de l'Etat. En Libye, le pouvoir central n'existe plus et nous cherchons à soutenir son retour sous la forme d'un gouvernement d'union nationale. Face à ce combat entre Etats et réseaux communautaires, tribaux, religieux, notre rôle ne doit pas et ne peut pas être d'intervenir partout. Mais nous pouvons assumer d'aider ceux de ces Etats qui cherchent à préserver leur stabilité et leurs institutions. Et dans mon champ de compétence, cela signifie apporter un appui dans le domaine de la sécurité. C'est ainsi que la France a triplé son aide, dans le domaine militaire, à la jeune démocratie tunisienne, attaquée de toutes parts ; nous agissons diplomatiquement en soutien d'un gouvernement d'union en Libye ; le DONAS permettra de renforcer la principale institution multiconfessionnelle du Liban qu'est son armée ; enfin, nous avons développé notre coopération avec les forces armées d'Irak depuis que le Premier ministre Abadi a affiché son intention de rompre avec les excès de son prédécesseur.

La montée en puissance des grands compétiteurs

Parallèlement aux déchirements tragiques du Moyen-Orient, il est une autre évolution déterminante, qui a aussi des implications majeures pour l'Europe : **des puissances mondiales sont nées ou ont ressuscité au XXe siècle,** en Chine, en Inde, sur le continent africain ou latino-américain, avec lesquelles nous partageons des valeurs mais qui sont également en rivalité avec nous ou entre elles sur la définition des normes internationales**.**

Pour notre réflexion présente, ou pour la réflexion future des personnalités qui seront amenées à me succéder, sans m'y attarder, je retiendrai un chiffre, parmi cent autres : en 2012, **l'Asie a dépassé l'Europe en termes de dépenses militaires cumulées, c'est la première fois**. En 2014, les dépenses militaires de l'Asie atteignaient déjà 344 milliards de dollars pour l'Asie, contre 286 milliards pour l'Europe. Voilà un élément de réflexion pour l'avenir.

Le difficile repositionnement des puissances dites occidentales

Et les crises révèlent une érosion de l'influence des acteurs dits occidentaux.

C'est le cas au Moyen-Orient, où les Etats-Unis notamment ne se réinvestissent que progressivement, via la lutte contre *Daech*, et

s’efforcent de mobiliser, au sein de la coalition internationale, leurs alliés régionaux et européens, dans un contexte de montée en puissance d’acteurs de plus en plus sûrs d’eux-mêmes voire agressifs.

Il en va de même en Asie, où nous devons compter bien sûr avec la montée en puissance de la Chine, mais aussi avec l’affirmation croissante de puissances et d’organisation régionales de plein exercice. Nos partenaires asiatiques, avec lesquels se multiplient les relations stratégiques, sont attentifs à ne pas s’engager dans une dynamique crisogène avec Pékin. La Chine s’affirme quant à elle comme tenant de nombreux leviers en Asie du Sud et – on peut l’espérer de façon plus positive – en Corée du Nord.

L’insuffisante unité de l’Europe

Au sein de ce monde bouleversé, il y a l’Europe. Mais faute de pouvoir garantir aux Européens une réelle sécurité, le fonctionnement de l’Union européenne risque de briser un projet politique déjà soumis à rude épreuve. Robert Schuman écrivait que « *Les Européens seront sauvés dans la mesure où ils seront conscients de leur solidarité devant un même danger* ». Je crois qu’il faut le dire sans ciller : cette conscience n’existe actuellement pas. Dans l’immédiat, l’Europe a moins besoin d’une « armée fédérale » imaginaire, développée par certains comme une fuite en avant, que de solidarité concrète entre ses membres, y compris sur le plan militaire.

A l’extérieur, cette unité est également cruciale. Le chiffre global est peu connu : 7 millions d’Européens vivent au-delà de nos frontières. A ces concitoyens, nous n’avons pas le droit d’offrir une protection dispersée. L’Union, avec ses 28 Etats membres, n’est certes pas parfaite, mais elle offre des instruments essentiels pour répondre aux problèmes qui se posent actuellement : elle doit avoir la force, simplement, de les utiliser et de les améliorer.

Cette Union, c’est notre Union, elle repose sur la volonté politique collective. Il nous faut donc **faire face collectivement, il nous faut unir nos efforts** pour donner à l’Union européenne les moyens d’être à la hauteur de cette ambition mais aussi à la hauteur des menaces et des risques que j’ai évoqués tout à l’heure.

La remontée en demi-teinte des budgets de défense en Europe

Dans l'urgence, et au regard des impératifs de sécurité, l'Union européenne doit faire un saut qualitatif et quantitatif majeur, pour répondre aux nécessités. Pour cela, l'augmentation des dépenses de défense devrait être une claire priorité. Les Européens ont pensé, bien avant la crise économique et budgétaire, que la paix sur notre continent s'étendrait au reste du monde par une espèce de porosité vertueuse. Or, ce sont désormais de nos frontières que s'approchent les conflits. Il nous faut en tirer le plus rapidement possible la leçon.

Plusieurs Etats membres se sont déjà engagés en ce sens. Les Etats baltes, l'Estonie, la Pologne, la Roumanie ont accru significativement leurs budgets de défense ; la France a mis un terme aux réductions, de budget comme d'effectifs, et a consolidé tout ce qui devait l'être, j'y reviendrai ; le Royaume-Uni, après des coupes sévères, a engagé lui-même l'augmentation de ses crédits de défense et l'Allemagne suit la même voie. Je note d'ailleurs que cette évolution, pour certains, s'est faite dans le contexte d'une proximité directe avec l'agressivité de la Russie, dans le contexte de la crise russo-ukrainienne. D'autres cependant se sont engagés dans une difficile restructuration de leurs forces qui ne leur permet pas de participer à la remontée en puissance européenne.

Ainsi, malgré les augmentations budgétaires enregistrées dans 17 Etats européens et les décisions allemandes, britanniques et françaises de 2015, la remontée en puissance budgétaire européenne a certes inversé la tendance des années précédentes, mais elle reste très limitée (0,54 %). Elle ne permettra pas à une très large majorité d'Etats de rejoindre l'objectif fixé au Sommet de l'OTAN en 2014 des 2 % du PIB consacrés aux dépenses de défense à horizon 2025.

L'Europe face au risque de « régionalisation » des politiques de sécurité

Je souligne un dernier risque, celui de participer et de nourrir une vision divergente de nos intérêts de sécurité, entre Européens. Nous devons à cet égard éviter une « régionalisation » des politiques de sécurité**.** Tandis que certains Alliés ont le regard tourné vers l'Est, d'autres se concentrent au Sud, où l'instabilité et le terrorisme ne cessent de croître. C'est compréhensible. Mais dans cet environnement stratégique incertain et changeant, il est **essentiel d'encourager une posture flexible, adaptée à toutes les menaces**, quelle qu'en soit l'origine et quelle que soit leur nature.

La France, devant les menaces que j'ai décrites, dans le contexte que je viens de rappeler, est déterminée à poursuivre la mise en œuvre de l'approche « à 360 degrés » que nous avons retenue dans nos politiques de défense, comme dans les enceintes internationales où

nous sommes présents. En 2016, cette exigence est pleinement confirmée, et son application constitue un enjeu majeur de cohésion et d'efficacité. Je continuerai, pour ma part, à convaincre mes partenaires de l'UE et de l'OTAN de la nécessité d'une **prise en compte partagée de toutes les menaces**. Ce sera notamment un des objectifs à atteindre ensemble dans la rédaction de la Stratégie globale de politique étrangère et de sécurité de l'UE comme lors du Sommet de l'OTAN à Varsovie au printemps prochain.

III. Nos réponses

Faire le constat des menaces et des bouleversements ne suffit pas. Il faut aussi proposer des réponses. A cet égard, je voudrais partager avec vous une conviction : **ces réponses doivent être à la fois nationales et européennes**. Autre conviction pour moi inébranlable : c'est aux Etats qu'il appartient en premier d'entretenir une défense forte, et c'est aux plus importants d'entre eux de montrer la voie en Europe.

Les réponses de la France

Validation de nos choix de 2008-13 et au-delà

Permettez-moi de le dire d'emblée : nous ne nous étions pas trompés. Les crises qui ont bouleversé l'actualité de ces derniers mois ont en

effet confirmé totalement l'analyse stratégique du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013.

La typologie des « menaces de la force » et des « risques de la faiblesse », maximisés par la mondialisation, s'est avérée malheureusement très exacte. Même si leur soudaineté, leur intensité et surtout leur simultanéité ont pu nous prendre de court, **les crises récentes ne constituent donc pas à proprement parler des surprises**, et le modèle retenu pour notre système de défense les avait anticipées. En effet, la menace djihadiste dans ses récents développements a rappelé comment la faiblesse des Etats peut engendrer des menaces qui se nourrissent des effets de la mondialisation. Elle a aussi souligné l'imbrication croissante entre la défense à l'extérieur de nos frontières et la sécurité de nos concitoyens sur notre propre sol. Au même moment, la nouvelle stratégie russe, concrétisée par la crise ukrainienne, ravivait le spectre des menaces de la force, voire de la guerre entre Etats, aux portes mêmes de l'Europe.

Ces crises ont donc validé la consolidation des fonctions stratégiques, ainsi que **le choix d'un modèle d'armée complet**, choix qui est celui du Livre blanc puis de la loi de programmation militaire, maintenant actualisée. J'y insiste, parce que **ce modèle complet fait aujourd'hui ses preuves** face à la variété et à la multiplicité des menaces auxquelles nos armées se trouvent confrontées au Sahel, au Levant, sur le territoire national, mais aussi dans le cadre de notre contribution

aux mesures d'assurance et de réactivité au profit de nos Alliés orientaux.

L'adaptation des budgets, des doctrines et des effectifs en 2015

En 2015, les contrats opérationnels fixés par le Livre blanc ont été atteints voire dépassés dans plusieurs domaines et des ajustements ont dû être faits, notamment lors de l'actualisation de la Loi de programmation militaire, en raison du très haut niveau d'engagement des forces françaises.

L'actualisation de 2015 consolide ainsi l'effort de défense de la France dans un contexte international dégradé et face à une menace terroriste militarisée croissante. L'actualisation, votée par le Parlement, tire les conséquences des crises récentes, notamment en renforçant les moyens de la **cyberdéfense** et de la fonction **Renseignement**, mais aussi en **confortant nos capacités aéromobiles et de projection**, pour agir sur des théâtres d'opération toujours plus étendus. Elle soulage également la charge de la déflation des effectifs, en particulier, pour **renforcer de 11 000 hommes une force opérationnelle terrestre particulièrement sollicitée** tant à l'extérieur que sur le territoire national.

A la suite des attentats du 13 novembre 2015, le Président de la République a conforté cette dynamique, en décidant d'annuler toutes

les déflations qui étaient encore prévues jusqu'en 2019, soit 10 000 postes, et en consentant les efforts nécessaires qui y concourent. C'est un engagement majeur, à la mesure de la mobilisation sans précédent de nos armées, à la hauteur de la situation exceptionnelle à laquelle nous sommes confrontés.

Les réponses partagées

Bien sûr, la France n'agit pas isolément, et nombre de nos alliés et partenaires, notamment européens, commencent à vouloir prendre de plus grandes responsabilités dans le maintien de la sécurité.

Le développement de l'Europe de la Défense doit rester l'une de nos priorités politiques. Les instruments de l'Union ont prouvé une certaine efficacité opérationnelle dans des actions d'ampleur limitée, notamment en Afrique (missions de stabilisation, de formation et de conseil dans le cadre de la réforme des systèmes de sécurité). Mais les Etats membres de l'UE ont toujours des réserves à s'engager militairement dans le haut du spectre. **La France doit donc à la fois montrer l'exemple et continuer de disposer d'une gamme complète et autonome de capacités**, de manière à pouvoir agir seule et rapidement, le cas échéant. Notre **autonomie** de renseignement, de décision et d'action doit demeurer au centre de notre stratégie.

Pour autant, les mutualisations continueront à être recherchées de façon pragmatique chaque fois que les conditions seront réunies.

A cet égard, la décision du Président de la République de me demander de saisir nos partenaires européens au titre de **l'article 42.7** du traité de l'Union européenne, a suscité un **soutien unanime des Etats membres – acte politique inédit et de grande ampleur**. C'est une marque concrète de solidarité, qui se décline dès à présent sur les différents théâtres de crise, au Levant et en Afrique. C'est également un encouragement pour tous ceux qui, comme nous, sont convaincus de la capacité des Européens à faire davantage sur la scène internationale. Mon engagement est de tout faire pour approfondir cette dynamique. La construction de l'Europe de la Défense se poursuit ainsi.

En **Afrique**, enfin, la France fait l'expérience d'un partenariat innovant, en rénovant son dispositif de coopération, mais surtout en favorisant l'appropriation par les Etats africains de leur propre sécurité, y compris à travers des initiatives de dialogue informel comme celle du Forum de Dakar qui a tenu sa deuxième édition en 2015. Le combat contre le terrorisme au Sahel a également contribué à l'émergence d'une nouvelle dynamique de partenariat spécifique autour du *G5 Sahel* qui regroupe les cinq Etats africains de la région (Burkina Faso, Mauritanie, Mali, Niger et Tchad), avec le soutien de la France. Il faudra aller plus loin pour conforter la capacité de ces

Etats, parmi les plus pauvres du monde, à assurer eux-mêmes leur sécurité intérieure face à la menace du terrorisme militarisé transnational que j'évoquais en commençant. Les attaques subies à Bamako il y a peu et à Ouagadougou ce week-end le démontrent, si cela était encore nécessaire. Ce nouveau type de partenariat transfrontalier à caractère opérationnel et pragmatique inaugure, je veux le croire, une véritable prise de conscience africaine de la **nécessité de la coopération militaire et sécuritaire régionale** pour contrer efficacement des menaces aussi graves.

*

Mesdames et Messieurs, chers étudiants,

La guerre change – non pas dans sa nature, immuable, d'affrontement collectif violent – mais dans son caractère, en perpétuelle mutation, dans ses moyens techniques, dans ses modalités tactiques. A certains moments de notre Histoire, l'apparence de la guerre se transforme ainsi plus qu'à d'autres époques, et de la même manière, le système international peut évoluer très brutalement. Nous en sommes là aujourd'hui. Comme j'ai essayé de vous l'expliquer, avec l'irruption du terrorisme militarisé mais aussi, à un autre niveau, avec l'émergence de nouvelles puissances et d'un nouveau milieu pour les armées, celui du cyberespace, nous sommes au cœur d'un grand bouleversement stratégique.

Cette analyse, que je tenais à partager avec vous, ne doit pas nous conduire au renoncement, bien au contraire. Que devons-nous faire ? Que pouvez-vous faire ? Je m'adresse ici plus particulièrement aux étudiants, car vous serez les témoins mais aussi les acteurs de ce monde nouveau, qui sera né de ces bouleversements, et en engendrera d'autres.

La réponse est complexe. Elle est de longue haleine. J'ai essayer d'en poser quelques jalons aujourd'hui, mais c'est une réflexion qui doit se poursuivre. C'est aussi, monsieur le président, le grand mérite de cette Chaire.

Je voudrais conclure en revenant à l'Histoire, qui nous enseigne justement la longue durée. La langue française a ici une belle expression, lorsqu'elle nous incite à nous « armer de patience ». Cela ne veut pas dire attendre passivement des jours meilleurs, mais bien les préparer, ardemment, en gardant les yeux ouverts sur tout ce qui les menace, nous menace.

Singulièrement en matière stratégique, l'action et la réflexion sont intimement mêlées. Dans le même temps que nos soldats sont déployés dans les rues de France, par exemple pour protéger les lieux de culte, les écoles, dans ce même temps, nous redéfinissons la doctrine d'emploi des forces armées sur le territoire national. Dans le

même temps que nos aviateurs ou encore le groupe aéronaval frappent *Daech* en Syrie et en Irak, nous réfléchissons, ici, en Sorbonne, aux enjeux stratégiques d'un Moyen-Orient où se joue désormais une part importante de notre avenir commun.

L'Histoire nous parle au présent.

Souvenons-nous ainsi de Périclès, qui rappelait à ses concitoyens que les murs ne valent rien s'il n'est personne pour les défendre.

Souvenons-nous aussi de Verdun, dont nous célébrons cette année le centenaire. Quel meilleur exemple de patience dans l'épreuve, de détermination individuelle et collective, d'unité de la Nation ? 362 000 Français, 337 000 Allemands, ont laissé la vie dans ce qui reste à ce jour la plus meurtrière des batailles de notre Histoire.

Cent ans après, alors que l'Union européenne interroge sa politique de défense et de sécurité communes, la France et l'Allemagne, désormais unies par une solidarité indéfectible, viennent de réunir leurs industries de défense terrestres, avec le projet KANT, et mènent en parallèle plusieurs projets capacitaires ambitieux dans les drones en particulier. Leurs armées françaises et allemandes, surtout, se retrouvent au Sahel et au Levant, sous une même bannière, celle de la paix, de la stabilité, de la sécurité.

Verdun est donc aussi un puissant symbole de réconciliation. Honorer la mémoire de nos morts partagés, en cette année de centenaire, c'est transmettre un espoir intact aux générations qui viennent. C'est apporter la preuve, à tous ceux qui traversent des bouleversements graves, que la paix demeure gagnable, et que malgré tout le meilleur reste possible.

Je vous remercie.